

Qui dirige la Suisse?

Ses citoyens ou l'OTAN?

par Thomas Scherr*

C'est précisément en période d'instabilité qu'il faut se concentrer sur ses propres forces. La Suisse est connue pour sa démocratie directe. Celle-ci implique un soutien solide à l'action politique, une neutralité bien établie dans un monde diversifié et divergent, et enfin des actions fondées sur le principe de «bonne foi».

Le comportement de la Berne fédérale donne de plus en plus souvent l'impression que la bonne foi n'est plus la maxime qui guide son action. La fiabilité, l'honnêteté et la franchise sont certes de plus en plus souvent «communiquées» en tant que mots, mais elles ne semblent plus crédibles et sont de moins en moins prises au sérieux. C'est très mauvais pour un gouvernement national en période de turbulences.

Le fait que le Conseil fédéral laisse un citoyen suisse aussi cruellement dans l'embarras que le spécialiste du renseignement et du terrorisme, le colonel EMG de l'armée suisse Jacques Baud, est et reste un scandale.

Depuis deux mois, aucune prise de contact personnelle, orale ou écrite, n'a eu lieu de la part des autorités fédérales avec Jacques Baud, bloqué à Bruxelles.

Pourquoi les courriels échangés entre le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) concernant les sanctions prises par l'UE à l'encontre de M. Baud sont-ils publiés entièrement caviardés?¹ Qu'y a-t-il à cacher?

Cet échange de courriels a eu lieu avant le 15 décembre 2025, date à laquelle l'UE a imposé des sanctions au colonel Baud.

Le fait que la Belgique ait récemment accepté sa demande de «dérogação humanitaire» (grâce à l'intervention de ses avocats) est la première nouvelle positive venant d'autorités officielles. Il pourra désormais au moins payer ses factures, son loyer et subvenir à ses besoins.



La Suisse est connue pour sa démocratie directe. Celle-ci implique un soutien solide à l'action politique, une neutralité bien établie dans un monde diversifié, et des actions fondées sur le principe de «bonne foi». (Photo mad)

Face à cette situation bloquée, on se demande qui détermine la politique au sein du Département fédéral des Affaires étrangères d'Ignazio Cassis? La volonté de Bruxelles ou le souci du bien-être des citoyens suisses?

Pourquoi le Conseil fédéral faiblit-il?

Comment en est-on arrivé à l'achat désastreux de l'avion de combat F-35, peu adapté à la défense du pays, rarement prêt à l'emploi et, de surcroît, hors de prix? Ni sa capacité opérationnelle dans le cadre de la neutralité suisse n'a été démontrée de manière crédible, ni ses coûts n'ont été communiqués honnêtement. Comment cet achat a-t-il donc pu se produire? Viola Amherd, la conseillère fédérale responsable, a pris sa retraite. Son successeur, Martin Pfister, poursuit dans la même voie en proposant encore davantage.² C'est sans doute aussi dans cette optique que s'inscrit la prochaine augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée, qui va heureusement encore être soumise au vote.

Qui détermine la politique du DDPS? Bruxelles ou le désir d'une défense nationale sûre?

Berne dans le sillage de Vilnius?

Lors du sommet de l'OTAN 2023 à Vilnius, les pays membres ont annoncé leur lutte contre la «désinformation» et ont recommandé à l'UE, dans un souci de «préparation à la guerre», de travailler dans ce sens.³ En juin 2024, l'UE a ainsi repris cette directive de l'OTAN dans son «Agenda stratégique 2024–2029».⁴ Toutes les opinions divergeant de la ligne du gouvernement doivent être qualifiées de «tentatives de déstabilisation» ou de «désinforma-

* Thomas Scherr s'engage comme auteur indépendant pour le «Point de vue Suisse».

tion» et combattues comme une forme de «terrorisme» – telle est la pensée totalitaire.

Cela signifie que l'OTAN tire les ficelles en coulisses. Et dès lors, les garanties de l'Etat de droit, telles que la liberté d'expression et d'information, ne s'appliquent plus dès que l'OTAN est concernée.

Cela explique également l'attitude dictatoriale de l'UE à l'égard de Jacques Baud. Son seul «délit» est d'avoir une opinion fondée sur la guerre en Ukraine qui ne correspond pas à la version officielle de l'OTAN.

Entre-temps, le Conseil fédéral a laissé entendre qu'il souhaitait lui aussi mettre en place une forme de censure similaire à celle de l'UE. Sous le couvert de la «lutte contre les activités d'influence», le débat public doit être uniformisé, à l'instar de l'approche de l'OTAN et de l'UE. Pourquoi cette méfiance envers les citoyens de son propre pays? Le conseiller fédéral Martin Pfister, en particulier, prend de grands risques.⁵

Qui détermine la politique dans le département DDPS de M. Pfister? Bruxelles ou l'engagement en faveur d'une Suisse libre et indépendante?

La différence entre citoyens et sujets

Or, la Suisse n'est ni membre de l'Union européenne ni membre de l'OTAN. Et elle est neutre.

En outre, la Suisse est organisée selon le principe de la démocratie directe. La formation et la diversité des opinions sont essentielles. Cela signifie que la formation de la volonté doit se faire dans le cadre d'une discussion ouverte et libre, et non sur un terrain de jeu médiatique dicté par les représentants du gouvernement, sous l'influence de Bruxelles.

En Suisse, ce sont les citoyens qui sont souverains, et non le Conseil fédéral, son administration ou la direction du DDPS. La Suisse n'est pas une démocratie «dirigée» et purement représentative, comme celle de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, où le pouvoir est exercé par le haut vers le bas. Lorsque les citoyens élisent des représentants à des fonctions politiques, ils comptent en toute bonne foi sur leur travail honnête et intègre.

La neutralité est inscrite dans la Constitution, tout comme la liberté d'expression. Le simple fait qu'une initiative populaire ait été nécessaire pour rappeler au Conseil fédéral que la Suisse doit être intégralement neutre est un scandale. Pire encore, il faut lui rappeler ce que signifie réellement la liberté d'expression.

«Décollage» du Conseil fédéral et de son administration?

Que se passe-t-il à Berne? Y a-t-il eu un «envol»? Loin du peuple, vers les postes et les prébendes de Bruxelles?⁶ Qui sont les souffleurs dans la politique fédérale?

Le Conseil fédéral agit de plus en plus souvent comme un représentant de Bruxelles. Devons-nous désormais le considérer comme une sorte de bailli adjoint de l'UE et de l'OTAN, chargé de nous dicter ce que nous devons faire et ne pas faire?

Alors que les décisions prises ces derniers temps par le Conseil fédéral, le Conseil national et le Conseil des Etats semblent de moins en moins servir l'intérêt général du pays et de plus en plus satisfaire Bruxelles,⁷ il semble désormais que la fortune de la Suisse soit également en train d'être lentement transférée à Bruxelles. Elle y est extrêmement bienvenue pour divers projets de l'UE en matière d'armement, de migration et de dette.

Pro Memoriam: notamment en tant que petit Etat, il est absolument vital de rester en dehors des conflits entre les grandes puissances. Cela nécessite une diplomatie habile et une politique prévoyante. Cela nécessite également du personnel compétent. Le politicien tessinois Giuseppe Motta (1871–1940) en est un exemple. En tant que membre du Conseil fédéral, il est revenu sur ses propres décisions concernant la Société des Nations, permettant ainsi à la Suisse de retrouver une politique de neutralité crédible pendant la Seconde Guerre mondiale.

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://weltwoche.ch/daily/ignazio-cassisi-eda-schwaerz-e-mails-zum-fall-jacques-baud-die-offenlegung-gefaehrde-aussenpolitische-interessen-der-schweiz/>, 31 janvier 2026

² <https://www.srf.ch/news/schweiz/beschaffung-der-f-35-martin-pfister-will-die-zeitenwende>, 12 décembre 2025

³ <https://www.nato.int/en/about-us/official-texts-and-resources/official-texts/2023/07/11/vilnius-summit-communicue>, 11 juillet 2023

⁴ https://www.consilium.europa.eu/media/yxrc05pz/sn02167en24_web.pdf, 2024

⁵ <https://www.vbs.admin.ch/de/newnsb/J8mMdTrh/q6zNYonZf1DG9>, 8 janvier 2026

⁶ <https://www.20min.ch/story/berset-als-spitzenkandidat-was-macht-eigentlich-der-generalsekretaer-des-europarats-103135179>, 25 juin 2024

⁷ <https://www.schweizer-standpunkt.ch/news-detail-ansicht-fr-recht/avec-les-nouveaux-accords-europeens-la-suisse-descend-au-rang-des-pays-en-developpement-et-emergents.html>, 16 janvier 2026